

Conditions générales de vente

1. Généralités

Seules nos conditions de vente sont d'application; nous ne reconnaissons pas les conditions de vente du client, contraires ou différentes de nos conditions de vente. Les présentes conditions générales ne sont pas ou ne sont applicables de manière partielle, si une condition particulière divergente a été convenue de manière écrite. Des conventions divergentes éventuelles ne sont applicables que pour le cas particulier. Les déclarations divergentes de nos représentants ne nous sont pas opposables, sauf confirmation expresse par écrit de notre part. Si certaines conditions particulières du présent contrat sont impraticables ou inexécutables, ou si après la conclusion du contrat deviennent impraticables ou inexécutables, la validité du contrat reste inchangée. Les dispositions du présent contrat qui seraient inopérantes ou impraticables seront remplacées par une disposition valable et praticable dont l'objet économique sera le plus proche possible de la disposition à remplacer. Les dispositions ci-avant sont également applicables au cas où le contrat contiendrait des lacunes.

2. Offres

Sauf confirmation écrite de notre part, nos offres et autres déclarations sont sans engagement à tous égards.

3. Livraison

Les délais de livraison sont donnés à titre d'indication. Le début du délai de livraison que nous indiquons, présuppose l'exécution, en temps opportun et de manière conforme, des obligations du maître de l'ouvrage. Nous nous réservons le droit d'effectuer des livraisons partielles.

Ne sont pas considérés comme jours ouvrables, les jours pendant lesquels les intempéries ont eu, directement ou indirectement pour effet de rendre le travail impossible pendant quatre heures au moins; les samedis, dimanches et jour fériés légaux; les jours de vacances annuelles payées. Si le maître de l'ouvrage commande des travaux supplémentaires, le délai initialement convenu est prolongé.

L'entrepreneur est dispensé de l'obligation de livraison en cas de force majeure, c'est-à-dire pour tout motif indépendant de sa volonté ou lorsque l'événement est partiellement indépendant de son contrôle (entre autres: les grèves, le retard de livraison de ses propres fournisseurs, l'embargo, les incendies, les difficultés d'organisation d'ordre interne de l'entreprise...). L'entrepreneur n'est pas tenu de prouver l'imprévisibilité et le caractère inéluctable de la perturbation.

L'entrepreneur ne peut être tenu responsable du retard de livraison, sauf si celui-ci est dû à une négligence grave ou un acte intentionnel.

4. Transfert de risques

Le maître d'ouvrage sera propriétaire des constructions à ériger et installations à réaliser au fur et à mesure de la mise en oeuvre de leur incorporation au sol ou à l'immeuble en construction. Le transfert des risques intervient simultanément. Ceci est également valable pour le matériel et machines ou outils, qui restent sur le chantier et qui y sont entreposés.

5. Prix

A moins qu'il n'en soit disposé autrement, les prix sont basés sur le montant en vigueur, au moment de la confirmation expresse de la commande, des prix d'achat, des salaires, des charges salariales, des charges sociales ou des charges publiques, du fret, des primes d'assurances et autres coûts. En cas d'augmentation d'un ou plusieurs des facteurs composants le prix de revient, l'entrepreneur est en droit d'augmenter le prix de la commande en fonction de cette augmentation. Le prix de la main d'œuvre sera déterminé en fonction du nombre d'heures consacrés à la prestation convenue.

Nos prix s'entendent hors TVA. La TVA figurera à part sur la facture, à concurrence du taux légal applicable au jour de la facturation.

Si des travaux supplémentaires sont nécessaires suite aux instructions données par l'architecte ou le coordinateur de sécurité, le maître de l'ouvrage s'engage à les payer à l'entrepreneur.

Toutes nos factures sont payables à la réception, sans aucune déduction dans les 14 jours.

6. Paiements

Les factures sont payables au siège de l'entrepreneur. Les représentants ne sont pas autorisés à encaisser des paiements. Les paiements sont dus au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Si le paiement ne devait pas intervenir dans les 15 jours de l'émission de la facture, des intérêts de retard sont dus de plein droit et sans qu'une mise en demeure soit nécessaire. Le taux d'intérêt s'élève à 2% au dessus du taux légal (loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales), mais avec un minimum de 12 % l'an, ainsi qu'une clause pénale de 15 % du montant facturé, avec un minimum de 200,00 €. Pour apprécier le caractère tardif d'un paiement, il faut tenir compte de réception des fonds.

En cas de non-respect du délai de paiement convenu, l'entrepreneur est autorisé, entre autres, à suspendre immédiatement les livraisons et à résilier le contrat.

7. Réserve de propriété

La marchandise vendue demeure la pleine propriété du vendeur jusqu'au jour du paiement complet du prix de vente, des frais et des taxes. Les risques sont à charge du client. A défaut de paiement, le vendeur est en droit de reprendre la marchandise et de résilier la vente moyennant un avis écrit simple, lorsque la mise en demeure préalable n'a pas été suivie d'effet dans les 8 jours, ceci sous toute réserve de demandes en dommages et intérêts. L'entrepreneur/vendeur peut retenir l'acompte pour couvrir des pertes éventuelles lors de la revente de la marchandise.

En cas de revente des marchandises, même transformées, appartenant au vendeur, l'acheteur lui cède dès à présent, à titre de gage, toutes les créances résultant de leur revente.

8. Garantie

Des différences de coloris dans les matériaux d'installation électrique n'est pas à considérer comme vice.

Il incombe au maître de l'ouvrage d'obturer dans les règles de l'art les fentes/échancrures, percées etc.

Indépendamment de la nature juridique de la demande invoquée, notre responsabilité ne s'étend pas au-delà des conditions de garantie précitées. Pour autant que notre responsabilité soit exclue ou limitée, ceci vaut également pour toute autre demande. Des appels à garantie doivent être formulés et doivent nous être communiqués dans les huit jours et ne peuvent après ce délai plus être pris en compte.

9. Exécution et suppression de travaux

Si le maître de l'ouvrage ou son architecte impose à l'entrepreneur le recours à certains matériaux ou type d'installation électrique ou des techniques spécifiques avec lesquels l'entrepreneur a marqué de manière expresse son désaccord, celui-ci sera déchargé de toute responsabilité du fait des défauts ayant pour origine ces matériaux ou de ce procédé.

Le maître d'ouvrage est responsable pour toute faute, qui pourrait découler du cahier des charges ou des instructions données. L'entrepreneur s'oblige seulement à prêter les travaux offerts. Les travaux supplémentaires, y compris ceux qui sont dû à une description fautive ou insuffisante des travaux à exécuter, doivent être payés par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage est responsable pour que les conditions matérielles qui sont nécessaires à l'exécution normale des travaux, comme p.ex. courant, mesures de sécurité, évacuation des déchets (conteneurs), toilettes, éclairage etc. soient remplies. Si ces éléments font défaut, l'entrepreneur peut remédier lui-même aux manquements du maître d'ouvrage et de lui facturer le cas échéant les frais ainsi occasionnés, y compris le temps qui était nécessaire pour y remédier.

Si le maître d'ouvrage se charge lui-même ou charge une tierce entreprise de l'exécution des travaux prévu ou renonce à l'exécution de ces travaux, l'entrepreneur est déchargé de toute responsabilité et le maître de l'ouvrage s'engage à indemniser l'entrepreneur de toutes ses dépenses, de tous ses travaux et du bénéfice manqué, évalué à 15 % du montant des travaux qu'il n'a pas exécutés. Si l'entrepreneur fait valoir une indemnité qui dépasse ce montant, il doit justifier l'étendue de son dommage.

10. Réception

Avec la réception provisoire le maître de l'ouvrage donne son agrément sur les travaux et renonce à tout recours pour les vices apparents, à condition toutefois que l'état des ouvrages n'empire pas pendant le délai de garantie.

La réception provisoire s'effectue lorsque les travaux sont terminés dans leur ensemble et/ou si la destination de l'immeuble est remplie. Des petits défauts qui peuvent être réparés pendant la période de garantie, ne font pas d'obstacle à une réception provisoire. La date de la réception provisoire constitue le point de départ de la responsabilité légale.

Si le maître de l'ouvrage occupe ou utilise le bien, il sera présumé de plein droit avoir donné la réception provisoire.

Durant la durée de garantie de deux ans (pour la Belgique : un an) prenant cours avec la réception provisoire, l'entrepreneur est également responsable, en dehors des vices prévus aux articles 1792 et 2290 du Code civil, pour les vices véniels. Toutefois, une action en justice n'est recevable que si elle a été introduite dans les six mois de la découverte du vice.

Une demande en justice n'est recevable que si elle a été introduite dans un court délai depuis la découverte des défauts.

La réception définitive aura lieu un an après la date de la réception provisoire.

Un éventuel refus du maître de l'ouvrage de procéder à la réception provisoire ou définitive doit être notifié à l'entrepreneur, avec ces motifs, par une lettre recommandée à la poste et adressée à l'entrepreneur dans les quinze jours suivant l'envoi par ce dernier de la demande de réception.

Si le maître de l'ouvrage ne devait pas protester dans le délai et les formes prévues ou s'il ne devait pas se présenter à la date fixée, la réception s'effectue de plein droit.

11. Troubles de voisinage

Le maître de l'ouvrage assume l'entière responsabilité pour les éventuels troubles de voisinage. Tous les dégâts et désagrément liés nécessairement à l'exécution des travaux sont à charge du maître de l'ouvrage. Si l'entrepreneur devait être poursuivi directement, le maître de l'ouvrage prendra à sa charge tous les frais (en principal, intérêts et frais).

12. Lieu d'exécution, législation applicable et juridiction

Notre siège social est le lieu d'exécution.

Les présentes conditions de vente ainsi que l'ensemble des relations juridiques entre l'entrepreneur et le maître de l'ouvrage sont régies par le droit luxembourgeois. S'il s'agit de contrats avec des particuliers, les dispositions contraires à la législation impérative relative à la protection des consommateurs sont réputées non écrites.

Pour toute contestation découlant du présent contrat, seuls les tribunaux du siège de l'entrepreneur sont compétents. En cas de litige, l'entrepreneur est toutefois en droit de saisir un autre tribunal.

Allgemeine Geschäftsbedingungen

1. Allgemeines

Unsere Verkaufs- und Leistungsbedingungen gelten ausschließlich; entgegenstehende oder von unseren Verkaufsbedingungen abweichende Bedingungen des Kunden erkennen wir nicht an. Die vorliegenden allgemeinen Geschäftsbedingungen sind nicht oder nur teilweise anwendbar, wenn entgegengesetzte Sonderbedingungen in schriftlicher Form vereinbart wurden. Eventuelle abweichende Vereinbarungen gelten nur für den Einzelfall. Abweichende Erklärungen unserer Vertreter haben uns gegenüber nur dann Gültigkeit, wenn wir sie ausdrücklich schriftlich bestätigen. Sollten einzelne Bestimmungen dieses Vertrages unwirksam oder undurchführbar sein oder nach Vertragsschluss unwirksam oder undurchführbar werden, bleibt davon die Wirksamkeit des Vertrages im Übrigen unberührt. An die Stelle der unwirksamen oder undurchführbaren Bestimmung soll diejenige wirksame und durchführbare Regelung treten, deren Wirkungen der wirtschaftlichen Zielsetzung am nächsten kommen, die die Vertragsparteien mit der unwirksamen bzw. undurchführbaren Bestimmung verfolgt haben. Die vorstehenden Bestimmungen gelten entsprechend für den Fall, dass sich der Vertrag als lückenhaft erweist.

2. Angebote

Unsere Angebote und sonstige Erklärungen sind in jeder Hinsicht freibleibend, soweit nicht schriftlich von uns bestätigt sind.

3. Lieferung

Liefer- und Ausführungsfristen sind stets freibleibend. Der Beginn der von uns angegebenen Lieferzeit setzt die rechtzeitige und ordnungsgemäße Erfüllung der Verpflichtungen des Bauherrn/Auftraggeber voraus. Teillieferungen sind gestattet.

Schlechtwettertage werden nicht als Arbeitstage angesehen. Als Schlechtwettertag gilt jeder Tag an dem, direkt oder indirekt, die Arbeit während mindestens 4 Stunden unmöglich ist. Samstag, Sonntag, gesetzliche Ferientage, Ausgleichsurlaubstage und der Jahresurlaub im Baufach sind nicht als Arbeitstage im Sinne des vorliegenden Vertrages zu berücksichtigen. Insofern Zusatzarbeiten vereinbart werden, werden die Ausführungsfristen entsprechend verlängert.

Der Unternehmer ist von der Lieferungs- und Ausführungspflicht entbunden im Falle höherer Gewalt, das heißt, bei jedem vom Unternehmer unabhängigen Grund oder wenn das Ereignis zum Teil nicht unter seiner Kontrolle liegt (u.a. : Streiks, Lieferungsverzögerung der eigenen Lieferanten, Exportverbot, Brände, interne Organisationsschwierigkeiten des Unternehmens, ...). Der Unternehmer muss nicht die Unvorhersehbarkeit und die Unwiderstehlichkeit der Störung beweisen.

Eine Haftung für Lieferfristüberschreitungen ist ausgeschlossen, insofern diese nicht grob fahrlässig oder vorsätzlich verursacht wurden.

4. Gefahrenübergang

Bei Arbeiten in Gebäuden wird der Bauherr Eigentümer der zu erstellenden Installationen so wie die Materialien und Geräte im Boden oder Bau verbaut werden. Gleichzeitig findet auch der Gefahrenübergang statt. Dies gilt für alle Materialien und Geräte, die auf der Baustelle verbleiben und die dort gelagert sind.

5. Preise

Außer bei anderslautenden Vereinbarungen beruhen die Preise auf die zum Zeitpunkt der ausdrücklichen Annahme des Verkaufsangebotes geltenden Einkaufspreise, Löhne, Gehaltskosten, Soziallasten, öffentlichen Lasten, Transportkosten, Versicherungsprämien und anderen Kosten. Bei einer Erhöhung eines oder mehrerer Komponenten des Selbstkostenpreises hat der Unternehmer das Recht den Preis im Verhältnis zu dieser Erhöhung anzupassen. Der Preis der Arbeit wird gemäß der geleisteten Arbeitszeit in Rechnung gestellt.

Die gesetzliche Mehrwertsteuer ist nicht in unseren Preisen eingeschlossen; sie wird in gesetzlicher Höhe am Tag der Rechnungsstellung in der Rechnung gesondert ausgewiesen.

Fallen aufgrund der Anweisungen des Architekten oder Sicherheitskoordinators zusätzliche Arbeiten an, muss der Bauherr diese je nach Aufwand an den Unternehmer bezahlen.

Alle unsere Rechnungen sind nach Erhalt ohne jeden Abzug innerhalb von 14 Tagen zu zahlen.

6. Zahlungen

Die Rechnungen sind zahlbar am Sitz des Unternehmers. Vertreter sind nicht zur Entgegennahme von Zahlungen berechtigt. Bei Installations- oder Montagearbeiten sind die Zahlungen nach jeweiligem Fortgang der Arbeiten zu leisten.

Falls die Zahlung nicht innerhalb von 14 Tagen nach Rechnungsausstellung gezahlt sein sollten, werden von Rechts wegen und ohne vorherige Inverzugsetzung Verzugszinsen in Höhe von 2 % über dem gesetzlichen Zinssatz (Gesetz zur Bekämpfung von Zahlungsverzug im Geschäftsverkehr vom 2. August 2002), mindestens jedoch 12 % und eine Strafklausel von 15 % des Rechnungsbetrages, mit einem Minimum von 200,00 € fällig. Für die Rechtzeitigkeit der Zahlung kommt es auf die Gutschrift des Betrages an.

Bei Nichtbeachtung des vereinbarten Zahlungstermins ist der Unternehmer u.a. berechtigt, die Lieferungen unmittelbar einzustellen und den Vertrag zu kündigen.

7. Eigentumsvorbehalt

Verkaufte Ware bleibt im vollen Eigentum des Unternehmers bis zum Tag der vollständigen Zahlung des Verkaufspreises, der Nebenkosten und der Steuern. Die Risiken gehen zu Lasten des Auftraggebers. In Ermangelung einer vollständigen Zahlung kann der Unternehmer die Ware zurücknehmen und den Verkauf mittels einer einfachen schriftlichen Benachrichtigung auflösen, wenn die vorherige Inverzugsetzung nicht innerhalb von 8 Tagen befolgt wurde; dies unter Vorbehalt aller Schadenersatzansprüche. Es steht dem Unternehmer/Verkäufer frei, die Anzahlungen einzubehalten, um eventuelle Verluste beim Wiederverkauf der Ware abzudecken.

Bei Wiederverkauf der Ware, welche Eigentum des Verkäufers ist, tritt der Käufer schon jetzt alle

Schuldforderungen aus dem Wiederverkauf an den Verkäufer als Pfand ab, selbst wenn die Ware verarbeitet wurde.

8. Gewährleistung

Farbtonabweichungen bei Elektroinstallationsmaterialien sind nicht als Mängel anzusehen. Das fachgerechte Verschließen von Schlitzern, Durchbrüchen u.ä. obliegt dem Bauherrn. Eine weitergehende Haftung als in den vorausgehenden Bedingungen vorgesehen, ist - ohne Rücksicht auf die Rechtsnatur des geltend gemachten Anspruchs - ausgeschlossen. Soweit unsere Haftung ausgeschlossen oder beschränkt ist, gilt dies auch für alle anderen Ansprüche. Mängelrügen müssen innerhalb von acht Tagen gemeldet werden und können danach nicht mehr berücksichtigt werden.

9. Ausführung und Streichung von Arbeiten

Falls der Bauherr oder sein Architekt dem Unternehmer die Verwendung von bestimmten Elektroinstallationsmaterialien oder Bauweisen auferlegt sollte, mit denen er sich ausdrücklich nicht einverstanden erklärt hat, wird er freigestellt von jeglicher Haftung, die sich aus Mängeln dieser Materialien oder Bauweisen ergeben könnten.

Der Bauherr haftet für jegliche Fehler, die sich aus den Lastenheften oder Vorgaben ergeben sollten. Der Unternehmer ist nicht nur verpflichtet, die angebotenen Leistungen zu erbringen. Zusatzleistungen, insbesondere solche, die auf mangelhafte oder unzureichende Beschreibung der Aufträge zurückzuführen sind, müssen durch den Bauherren erstattet werden.

Die zur Erbringung der vereinbarten Leistungen notwendigen Voraussetzungen für normale Arbeitsleistungen wie Strom, Sicherheitsvorkehrungen, Materialentsorgung (Container), Toiletten, Beleuchtung etc. sind vom Bauherrn zu erbringen. Bei Fehlen dieser notwendigen Voraussetzungen ist es dem Unternehmer gestattet zu Lasten des Bauherrn für Abhilfe zu sorgen und ggf. Mehrarbeit in Rechnung zu stellen, auch für den Aufwand der Abhilfe.

Falls der Bauherr selbst oder durch eine Drittfirma die vertraglich vereinbarten Arbeiten ausführt oder ausführen lässt, oder falls er auf Ausführung der vertraglichen Arbeiten verzichtet, so trägt der Unternehmer hierfür keinerlei Haftung. Darüber hinaus verpflichtet der Bauherr sich dazu, den Unternehmer für alle Auslagen, Arbeiten und Gewinnausfälle zu entschädigen. Der Schadenersatzbetrag wird pauschal auf 15 % des Wertes der nicht ausgeführten Arbeiten festgelegt. Sollte der Unternehmer jedoch eine Entschädigung von mehr als 15 % verlangen, muss er den Umfang seines Schadens beweisen.

10. Abnahme von Arbeiten

Mit der vorläufigen Abnahme nimmt der Bauherr die Arbeiten ab und verzichtet auf Forderungen bezüglich der offensichtlichen Mängel, es sei denn es würde während der Gewährleistungsfrist zu einer Verschlimmerung kommen. Ab dem Datum der vorläufigen Abnahme läuft die gesetzliche Gewährleistungsfrist.

Die vorläufige Abnahme erfolgt sobald die Arbeiten in ihrer Gesamtheit beendet sind und/oder die Zweckbestimmung des Baus erfüllt ist. Kleine Unzulänglichkeiten, die während der Gewährleistungsfrist behoben werden können, stellen kein Hindernis zur vorläufigen Abnahme.

Insofern der Bauherr das Gebäude bzw. die Anlage bewohnt oder nutzt, wird von seiner stillschweigenden Abnahme ausgegangen.

Eine Gerichtsklage ist jedoch nur zulässig, wenn sie innerhalb von kurzer Frist nach Entdeckung des Mangels eingereicht wird.

Die endgültige Abnahme erfolgt ein Jahr nach dem Datum der vorläufigen Abnahme.

Die eventuelle Weigerung des Bauherrn, zur vorläufigen oder endgültigen Abnahme überzugehen, muss dem Unternehmer mit einem begründeten Schreiben, das innerhalb von 15 Tagen nach der Einladung zur vorläufigen oder endgültigen Abnahme per Einschreiben zu versenden ist, mitgeteilt werden.

Insofern der Bauherr infolge der Einladung zur vorläufigen oder endgültigen Abnahme keinen form- und fristgerechten Protest einreichen sollte oder falls der Bauherr nicht zu dem festgesetzten Termin zur Abnahme erscheinen sollte, erfolgt diese automatisch.

11. Nachbarschaftsstörungen

Der Bauherr übernimmt Dritten gegenüber die Haftung für jegliche Nachbarschaftsstörung. Alle Schäden und Unannehmlichkeiten die notwendigerweise mit der Ausführung der vereinbarten Arbeiten einhergehen sind vom Bauherrn zu tragen. Insofern der Unternehmer direkt belangt wird, übernimmt der Bauherr alle Auslagen (Hauptbetrag, Zinsen, Kosten).

12. Erfüllungsort, Rechtswahl und Gerichtsstand

Unser Geschäftssitz ist Erfüllungsort.

Für diese Geschäftsbedingungen und die gesamten Rechtsbeziehungen zwischen Unternehmer und Bauherrn gilt luxemburgisches materielles Recht. Handelt es sich um einen Vertrag mit einem Verbraucher, so gelten alle Bestimmungen der vorliegenden AGB, die zwingendes Recht des Verbraucherschutzes entgegenstehen, als ungeschrieben.

Für alle Streitigkeiten, die der vorliegende Vertrag mit sich ziehen sollte, sind nur die Gerichte des Sozialsitzes des Unternehmers zuständig. Dem Unternehmer steht es indessen frei, ein anderes Gericht mit Streitfällen zu befassen.